

dial

diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13
FAX (1) 43.31.19.83
CCP 1248.74-N PARIS - Du mardi au vendredi de 9 h à 12 h et de 14 h à 18 h 30

Hebdomadaire - n° 1636 - 14 novembre 1991 - 3,50 F

D 1636 HAÏTI: CLARIFICATIONS POLITIQUES

La crise née du coup d'Etat militaire du 29 septembre 1991 s'est durcie le 8 octobre par la mise en place d'une présidence et d'un gouvernement "provisoires" sous la coupe des militaires (cf. DIAL D 1626). Le même jour, l'Organisation des Etats américains (OEA), qui avait auparavant déclaré son appui au président constitutionnel (cf. DIAL D 1629), refusait de reconnaître le gouvernement provisoire et décrétait l'embargo commercial à l'encontre d'Haïti. Principal partenaire commercial du pays, les Etats-Unis décidaient officiellement d'appliquer l'embargo à partir du 30 octobre. C'est dire que, normalement, les jours du nouveau régime sont comptés. L'heure est donc aux analyses politiques pour le proche avenir (cf. DIAL D 1627). Le document ci-dessous est un élément supplémentaire de réflexion sur les nécessaires rééquilibrages politiques.

Note DIAL

Sauver Haïti, sauver la démocratie

Un mois déjà que la violence a repris le pouvoir en Haïti. On avait cru qu'elle avait été mise à l'écart lors de l'embellie d'il y a un peu moins d'un an où se sont tenues les premières élections libres et honnêtes de l'histoire d'Haïti. On avait cru, peut-être un peu vite, qu'après la chute du mur de Berlin un nouvel ordre démocratique et pacifique allait régner. Pouvait-on penser après les 63 heures de coup d'Etat en Union Soviétique qu'un coup d'Etat antidémocratique pourrait s'éterniser ainsi? Imaginons qu'il y ait eu 500 morts devant le Parlement de Russie ou que Fidel Castro fasse tirer sur la foule à La Havane. On aurait, heure par heure, comme pour la guerre du Golfe, cultivé notre émotion et renforcé notre indignation pour justifier à l'avance le bien-fondé de nos interventions à venir. Devant le drame haïtien, avouons qu'il y a, comme auparavant, deux poids et deux mesures. D'un côté il y a la démocratie à l'Est pour mieux nous préparer à conquérir de vastes marchés que nous espérons solvables. De l'autre, il y a ces pays du Sud dont nous avons modelé l'histoire et la géographie. Bien souvent pays de la faim, marchés certes vastes mais peu solvables, excepté les bénéficiaires de l'ordre créé depuis la décolonisation, trop peu nombreux pour stimuler des économies nationales. Notre indifférence - de ces pays pauvres pourrait-il sortir quelque chose de bon? - se trouve renforcée par une peur nouvelle devant la montée des émigrés qu'il faut bien expulser pour maintenir ces problèmes, ces menaces ou ces nécessaires interrogations à distance. Ainsi le peuple haïtien une fois de plus lacéré nous renvoie-t-il, dans la lumière crue de sa souffrance, à deux questions fondamentales:

1. Quelles réalités acceptons-nous de voir et quelles réalités laissons-nous s'estomper et pourquoi? Quelles violences nous indignent et nous poussent à l'action et quelles violences tolérons-nous?

2. Y a-t-il en dehors de nous, l'Ouest, ou de notre double, l'Est, une possibilité d'invention démocratique? Laisserons-nous les peuples du Sud, confrontés aux

deux problèmes majeurs de l'humanité que sont la violence et la misère, inventer des formes nouvelles de démocratie et de convivialité?

Haïti se trouve, aujourd'hui, avec tant d'autres pays d'Afrique et d'Amérique latine, à la jointure de ces deux questions.

Que se passe-t-il en ce moment en Haïti?

Le plus important et le plus occulté reste la souffrance de tout un peuple. Ce coup d'Etat sanglant s'inscrit dans la tradition du mépris du peuple par une armée qui détient comme naturellement le pouvoir puisqu'elle détient les armes. Cette fois-ci, elle a tiré les leçons des échecs du coup d'Etat de Roger Lafontant, le 7 janvier 1991, ou de celui de Moscou en août dernier. L'exemple du massacre de la place Tien An Men a été retenu. Pour réussir, un coup d'Etat antidémocratique doit être violent. Violence aveugle, dans les rues, dans les maisons en carton des bidonvilles, à l'intérieur même de l'hôpital général: il fallait briser net la résistance populaire, déterminée à protéger son premier président élu, phénomène tout nouveau en Haïti. Les radios indépendantes furent vite muselées, quelques parlementaires, parfois complaisants, ont été réunis sous la menace des armes pour donner une apparence de légalité et ce n'est pas la moindre violence pour un peuple qui a déjà payé si cher le droit à la reconnaissance de la souveraineté populaire. Le 29 novembre 1987, il avait déjà dû aller voter sous les balles avant que les élections, noyées dans le sang, soient arrêtées. Aujourd'hui encore la répression, plus sélective, frappe sur l'ensemble du territoire les organisations qui militent pour le changement tant souhaité: la fin de l'arbitraire et la fin de la misère. Atteinte par le retour de l'un et de l'autre, la population fuit la capitale. Toute une génération de nouveaux démocrates haïtiens est en voie d'élimination. Avec quelles forces le changement tant souhaité sera-t-il possible même si le président Aristide revient au pouvoir? Avec quel pouvoir? Tel est bien, au-delà de sa personne, l'enjeu de la violence actuelle.

Contrairement à l'interprétation du président Aristide, il ne s'agit pas simplement d'un petit groupe de militaires, d'un général assoiffé de pouvoir et d'un premier ministre ambitieux qui ont pris un pouvoir bien facile à prendre. L'armée joue le premier rôle mais elle n'est pas seule et elle ne s'est pas déchirée. Par delà le duvaliérisme, l'armée retrouve depuis le départ de Jean-Claude Duvalier en 1986, le rôle politique majeur qu'elle a reçu en partage à sa naissance sous l'occupation américaine de 1915 à 1934. Mais depuis 1986, elle n'a pas cessé d'être rééquipée, entraînée, financée, conseillée pour jouer ce rôle de garantie de l'ordre intérieur et régional. La majorité des armées des pays du Sud, directement reliées aux armées des grandes puissances dont elles sont bien souvent le relais, ne sont que des armées intérieures d'occupation. C'est l'un des problèmes les plus importants à repenser de fond en comble pour redéfinir l'Etat démocratique et le jeu international. De plus, en Haïti, cette armée a été littéralement achetée par quelques grandes familles qui entendent bien profiter encore du pouvoir pour protéger leurs privilèges. La presse américaine s'est plu à décrire le mépris des beaux quartiers pour un peuple massacré - "on ne fait pas d'omelettes sans casser des oeufs" - qui n'a d'égal que le soutien aux soldats à qui l'on donne de la nourriture ou des voitures car "l'armée fait bien son métier" (1).

En Haïti, une structure économique aberrante empêche le développement. Une trentaine de fortunes récentes - la plus ancienne est de 1940 - monopolise plus de 85% des affaires. L'Etat est devenu le lieu d'enrichissement rapide pour la maigre classe moyenne. Les bailleurs de fonds de ce pays le plus pauvre des Amériques savent bien l'immense corruption qui a tissé sa toile malgré ou peut-être à cause des ajustements structurels préconisés par le F.M.I. comme condition préalable, ici comme ailleurs, de l'octroi de l'aide. Privilèges garantis par la violence, corruption, aide et dette externe sont les maîtres mots des économies des pays du Sud. Peut-on s'étonner ensuite que de telles politiques produisent un

tel afflux de réfugiés économiques dans les pays du Nord? N'est-il pas plus raisonnable et peut-être même plus rentable de mettre en place une justice planétaire non par l'assistance mais par la participation de chaque citoyen au travail, à la culture, à la politique? Après l'échec des économies planifiées, la montée des pauvres en Afrique et en Amérique latine signifie l'échec à venir d'un tel système inégalitaire.

En Haïti, une bonne partie de la classe politique a trahi la cause démocratique pour bricoler, en coulisse, un pouvoir à l'image de l'ordre ancien. La vie politique se réduit le plus souvent à un spectacle qui accapare les projecteurs pour justifier et garantir la mise à l'écart du peuple. Plus grave encore, on a assisté, ce mois d'octobre, à un vaste flip-flop - version américaine de la douche écossaise - savamment entretenu par la diplomatie. Après avoir réaffirmé le soutien indéfectible à la démocratie et souhaité le retour du président constitutionnel Jean-Bertrand Aristide, on a largement relayé les critiques de l'armée, de la bourgeoisie et de la classe politique haïtienne (2). Les quelques violations de droits de l'homme dans les premiers mois du gouvernement Aristide ont paru justifier le coup d'Etat et le massacre qui a suivi, oh combien plus meurtrier! La réalité s'évanouit pour laisser la place aux petites phrases et aux déclarations officielles. Encore une fois, le grand absent, c'est le peuple. Bref, on voudrait bien une démocratie en Haïti, mais une démocratie contrôlée.

Mais le peuple organise peu à peu sa résistance, modeste toutefois après tant de violence aveugle. La société civile (associations de paysans, d'étudiants, d'enseignants, d'industriels) s'exprime malgré tout pour dénoncer les conditions actuelles de vie. L'Eglise refait son unité dans la condamnation unanime du coup d'Etat militaire et du massacre perpétré. Une voix grinçante et discordante, Radio Soleil, la radio catholique, stigmatise certains prêtres signataires de pétitions contre la répression. Une transcription de l'émission Honneur-Respect du 16 octobre circule en Haïti: elle montre clairement le soutien de l'actuelle direction de la radio au nouveau pouvoir, justifié jusque dans sa violence. Il est temps, du reste, que l'Eglise s'avise de la précarité de la vie et de la démocratie en République Dominicaine et en Haïti, les deux moitiés de l'île d'Hispanolia, à l'heure où l'on se prépare à célébrer le 5e centenaire d'une histoire profondément marquée par la violence.

Aristide doit retourner en Haïti, la démocratie doit être sauvée. Certes le président légitime devra tenir compte de l'importance de ce coup d'Etat et changer de stratégie. Beaucoup d'idées nobles, notamment inspirées par la théologie de la libération doivent trouver une traduction politique concrète, le rapport au peuple ne doit pas être mystique mais politique pour qui incarne le pouvoir. Enfin, le discours ne peut remplacer le programme politique négocié avec les forces en présence. C'est à ce prix que l'on pourra faire entendre l'expérience démocratique du Sud en quête d'elle-même, à Madagascar, au Zaïre, au Bénin, en République centrafricaine, au Cameroun, en Haïti et ailleurs. Sauver la démocratie pour qu'on puisse la réinventer.

Gilles DANROC, Dominicain

(1) **Washington Post** du 9 octobre, **Los Angeles Times** du 12 octobre, **Miami Herald** du 19 octobre 1991

(2) **New York Times** du 22 octobre. Le **Washington Office on Haïti** a publié le 15 octobre une mise au point très précise et très précieuse de ce dossier controversé.

Abonnement annuel: France 365 F - Etranger 410 F - Avion Am.Latine 480 F - USA-Canada-Afrique 450 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441